

AMNESTY INTERNATIONAL

Document public

POL 10/010/2009

ÉFAI

28 mai 2009

LA CRISE ÉCONOMIQUE EST AUSSI UNE CRISE DES DROITS HUMAINS FAITS ET CHIFFRES

Répression de manifestations, bâillonnement de l'opposition, attaques contre des défenseurs des droits humains et mises en détention, expulsions de personnes de chez elles. Tandis que les dirigeants du monde se concentrent sur le sauvetage de leurs économies chancelantes, un désastre sur le plan des droits humains est en train de se dérouler hors champ. Le Rapport 2009 d'Amnesty International rend compte de certaines des plus graves atteintes aux droits humains commises dans le monde.

Des restrictions à la liberté d'expression ont été imposées dans au moins 81 pays.

LES DIRIGEANTS DU MONDE NE S'INVESTISSENT PAS DANS LES DROITS HUMAINS

« S'ils veulent vraiment être des leaders mondiaux, les États membres du G20 doivent adhérer aux valeurs universelles, regarder en face leurs propres bilans, peu reluisants, et en finir avec leur politique du "deux poids, deux mesures" dans le domaine des droits humains. »

Irene Khan, secrétaire générale, Amnesty International

Le G20 revendique le droit de diriger le monde, mais comment peut-il être crédible alors que son propre bilan est entaché de nombre d'atteintes aux droits humains ? En 2008, Amnesty International a recensé les faits suivants :

78% des exécutions ont eu lieu dans des pays du G20

Dans différentes régions du monde, au moins 2 390 personnes ont perdu la vie du fait de l'application de la peine de mort. C'est en Arabie saoudite, en Chine et aux États-Unis d'Amérique – trois pays membres du G20 – qu'ont eu lieu le plus grand nombre d'exécutions

Des exécutions extrajudiciaires ou des homicides illégaux ont été perpétrés dans

35% de l'ensemble des pays 47% des pays du G20

Des personnes ont été torturées ou autrement maltraitées lors d'interrogatoires dans

50% de l'ensemble des pays 79% des pays du G20

malgré l'interdiction universelle de la torture

Des procès inéquitables se sont déroulés dans

32% de l'ensemble des pays 47% des pays du G20

Des personnes ont été maintenues injustement en détention, souvent pour des périodes prolongées et sans inculpation ni jugement, dans

57% de l'ensemble des pays 74% des pays du G20

Note : Par « *ensemble des pays* » il faut entendre les 157 pays couverts par le Rapport 2009 d'Amnesty International, qui rassemble des informations sur la situation des droits humains dans ces pays pour la période allant de janvier à décembre 2008. Veuillez noter que les chiffres cités pour le G20 couvrent les 19 pays membres à titre individuel, mais excluent l'Union européenne.

Au moins 27 pays ont renvoyé de force des demandeurs d'asile vers des pays où ils risquaient d'être placés en détention, torturés, ou même exécutés

Des prisonniers d'opinion étaient détenus dans au moins 50 pays

Des personnes ont été expulsées de force de chez elles dans au moins 24 pays

Index AI : **POL 10/010/2009**

Date : mai 2009